

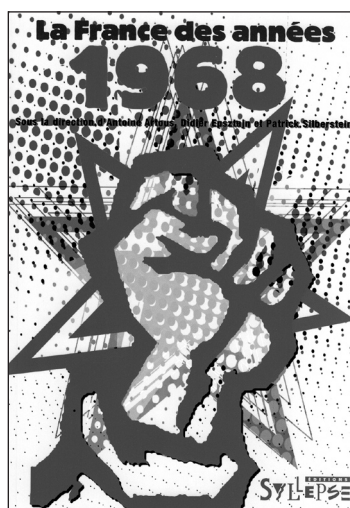
Les pavés de Mai... 2008!

Parmi les innombrables parutions que le quarantième anniversaire de Mai 68 a engendrées, Dominique Guibert a choisi de décrypter quelques (gros) ouvrages* qui se complètent dans leur apport significatif à l'histoire, à la sociologie et à la philosophie politique.

Dominique GUIBERT, secrétaire général adjoint de la LDH

Parce que quarante ans correspondent peu ou prou à l'espace d'une vie d'adulte, le quarantième anniversaire est une date importante dans la mesure où un grand nombre d'acteurs sont encore capables d'écrire la mémoire et de faire l'Histoire. Mais il peut advenir que l'embaumement d'un côté, l'exécration de l'autre fasse de ce moment une simple commémoration de plus. C'est ce qui est arrivé à l'édition française : on ne compte plus les parutions inutiles, sortes de marchandises faussement culturelles, à l'image de ce pavé de pages cartonnées censé redonner de la vigueur à quelques ex (?) militant(e)s caco-chymes... Tellement peu intéressant, que la bibliographie assez éclectique de la Fnac ne la propose pas à la vente...

Les revues professionnelles du secteur s'accordent à dire que cette vague éditoriale n'a pas connu le succès attendu. Il n'y a pourtant rien d'étonnant à cet échec. J'y vois deux aspects. Le premier : quelques livres, et pas mal de revues périodiques, sont de remarquables travaux et il existe un lectorat pour ce genre d'ouvrages. Mais il correspond sans doute au marché habituel des sciences sociales et des amateurs du maniement des idées. Le deuxième : en le transformant en produit de consommation courante, certains éditeurs, les habitués des gros tirages, ont



dépouillé Mai 68 de ses attributs politiques et subversifs. D'un événement majeur de l'histoire contemporaine, ils n'ont retenu que le clinquant qui devait faire vendre. Or Mai 68 n'est pas une marchandise vendable, contrairement à une idée couramment répandue qui veut faire de cette période le triomphe de l'individualisme consumériste. Les lecteurs des lessives culturelles habituelles ne pouvaient être intéressés, et les cordons de leur bourse aux livres sont solidement tenus par Marc Lévy ou Dan Brown.

A l'inverse de la promotion de la marchandise, quelques ouvrages se sont attachés à donner à Mai 68 toute sa dimension historique. Avec d'abord cette première discussion, visible déjà dans

les titres : « Mai 68 » ou « 1968 » ? C'est en fait déjà répondre. Privilegier dans l'histoire « Mai », c'est insister sur le mouvement étudiant sur un mois, sur un lieu. L'unité dramatique est forte, mais la perspective est fautive. Réduire une période historique à l'un de ces moments, c'est déjà choisir l'événementiel, le factuel, l'émotionnel au détriment de la réflexion sur une large période. Sans vouloir être trop unilatéral, je conseillerais de privilégier la lecture des ouvrages qui rendent toute leur épaisseur à l'Histoire. Et le mot n'est pas de trop, car ce sont alors de gros ouvrages ! 900 pages chez Syllepse ; 445 aux éditions de l'Atelier ; 847 à La Découverte ! A vrai dire, les trois ouvrages se complètent, et permettent d'engager une confrontation car ils ne partagent pas le même point de vue sur la mémoire, l'histoire et la politique, et le mode d'exposition n'est pas le même. La confrontation est donc riche et féconde. Il est très significatif que le parti pris éditorial soit sur un point majeur de méthode commun aux trois ouvrages : l'appel à la longue période. Chez Syllepse, la « longue décennie » de 1967 à 1981. A La Découverte, on parle d'une « séquence historique longue » de 1962 à 1981. Enfin, à l'Atelier, la période étudiée, avec une incursion en 1945, est dense sur les années 1960 à 1975.

La France des années 68 est un dictionnaire précédé d'une lon-

* Ces ouvrages sont les suivants :

- Antoine Artous, Didier Epszajn et Patrick Silberstein (dir.), *La France des années 1968*, Syllepse, 2008 (30 euros) ;
- Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti et Bernard Pudal (dir.), *Mai Juin 68*, Editions de l'Atelier, 2008 (27 euros) ;
- Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68 une histoire collective [1962-1981]*, La Découverte, 2008 (28 euros) ;
- Serge Audier, *La Pensée anti-68. Essai sur les origines d'une restauration intellectuelle*, La Découverte, 2008 (21,50 euros).



gue introduction politique d'Antoine Artous. Comme pour tous les ouvrages de ce type, on pourra critiquer certains choix et protester contre les absences. Mais compte tenu de son sous-titre – *Encyclopédie de la contestation* –, le lecteur ne pourra pas dire qu'il a été trompé.

Pour une historicisation de 1968

Deux orientations méritent d'être soulignées : la forte présence des références internationales pour montrer comment le monde était « aux frontières de la rupture », la radicalité des luttes, mouvements étudiants, luttes ouvrières, mobilisations féministes, etc. Ainsi, dans l'article « Lutttes ouvrières radicales », Georges Ubbiali écrit de ces mouvements que « s'ils demeurent des exceptions au sens statistique du terme, ils n'en indiquent pas moins la potentialité subversive de l'action gréviste ». On notera aussi en positif, de bons articles sur l'écologie, l'économie critique, les immigrés, la critique du sport, la société du spectacle... le free jazz, le polar... On pourra regretter l'absence d'un index des noms, qui ne peut être remplacé par celui des usines ou des universités. Enfin, il aurait mieux valu utiliser « Etats-Unis » plutôt que « USA »... Et vérifier certaines citations, ce qui aurait permis de ne pas entacher le bon article de Daniel Bensaïd sur Debord et les situs d'une énorme faute (*in girum imus mode!*...).

68 une histoire collective [1962-1981] affirme dans sa composition même une vocation plus historique. Un classique découpage chronologique en quatre chapitres dont les titres sont fort explicites : « Le champ des possibles (1962-1968) » ; « L'épicentre (mai-juin 68) » ; « Changer le monde et changer la vie (1968-1974) » ; « Le début de la fin (1974-1981) ». Les originalités sont ailleurs. D'abord dans les matériaux utilisés pour cette énorme confrontation entre historiens. Dans son



ouverture, Philippe Artières écrit : « La notion de source a été sensiblement élargie, notamment aux archives personnelles : la lettre, le journal, l'autobiographie ne sont pas seulement mobilisés comme des illustrations, mais comme objets inscrits dans cette histoire. » Ensuite la confrontation interdisciplinaire est d'un grand intérêt, en particulier dans les complémentarités entre histoire et anthropologie. Enfin la construction de chacun des chapitres est la même et introduit une grande originalité dans la méthode historique : il s'ouvre sur le « récit » de la séquence, se poursuit par l'analyse du « film » témoin (*L'An 01* ou *Le Fond de l'air est rouge*) et la présentation des « objets » significatifs (la pilule, le Petit Livre rouge, le transistor...), une ouverture vers « ailleurs », puis viennent les « lieux » de l'action, les « acteurs » et enfin les « traverses » qui permettent d'approfondir une problématique ou un événement particulièrement central. Le parti pris est donc d'offrir au lecteur à la fois la discursivité de la lecture mais aussi la continuité de l'interprétation. Et le tout est parfaitement réussi, et bien complété par un bon index. Dans sa conclusion, Artières dit : « Depuis quatre décennies, les années 68 ont fait l'objet d'une fièvre inter-

prétative d'une exceptionnelle intensité. » Et il se livre à un survol vertigineux des œuvres sur 68, montrant combien cette historiographie est ouverte et politique ! Cette histoire de l'Histoire reste passionnante.

Mai Juin 68, un titre tout simple pour un ouvrage singulier auquel il n'est pas donné de sous-titre... Dans leur introduction, les auteurs écrivent : « En rendant son tranchant à Mai-juin 68, on s'offre la possibilité de comprendre les multiples tentatives de subversions consécutives au moment critique. » Et ils ajoutent que leur rôle, celui des sciences sociales, est de rendre « plus claires les rationalités et les logiques, qui ont été – pouvait-il en être autrement ? – un mélange de lucidités et d'illusions, d'intérêts et de passions, de croyances et de raisons ». Dans son introduction, au titre particulièrement explicite « Mai-juin 68 : crise du consentement et ruptures d'allégeance », Boris Gobille souligne la multiplicité des interprétations de l'événement et de sa postérité : « Moment célébré ou honni, il aurait tout d'une histoire inachevée, sujette en tant que telle à des controverses incessantes, et par rapport à laquelle chacun est sommé de se situer. » Il invite à prendre à la lumière de l'histoire politique récente la mesure de ce « couronnement d'un procès en



récusation». Mais Gobille montre bien que ce Mai 68 tant critiqué «*reste en partie méconnu*» et que c'est pour cela qu'il suscite tant de polémiques. L'ouvrage invite le lecteur à faire l'effort de l'analyse plutôt que la paresse de la condamnation, celle dont le président de la République s'est fait le chantre, en voulant d'une part liquider Mai 68, tout en organisant, chaque fois qu'il sait qu'il va devoir compter sur des oppositions, des «*Grenelle*» de discussion. Mais au-delà de la connaissance historique, l'ouvrage veut montrer cet «*événement majeur dans l'élargissement des fondements, des frontières et des formes du politique*». Les trois parties fournissent une linéarité chronologique qui permet à chaque chapitre particulier de trouver un ancrage dans le temps. Le premier de 1945 à 1968 est intitulé «*Crises des rapports d'autorité, trajectoires critiques et formes symboliques*». Le deuxième est centré sur l'événement et le troisième, couvrant la période 1968 à 1975, s'appelle «*Subversions en pratique*». Ces chapitres ne prétendent pas couvrir tous les secteurs de cette société en mouvement, mais sont un reflet de ces différentes prises de parole qui ont fait Mai 68. Et en se passant de conclusion, l'ouvrage laisse au lecteur le privilège de son interprétation. Enfin, signalons que l'on trouve dans la deuxième partie l'un des rares articles qui fait irruption dans les milieux gaullistes («*Le charisme en partage: Mai-juin 68 chez les gaullistes*»).

«*Restauration symbolique*» de Mai 68 ?

Ces mots de «*restauration*» qui terminent le chapitre d'introduction de Boris Gobille sont aussi très significativement ceux du sous-titre choisi pour le livre de Serge Audier, *La Pensée anti-68. Essai sur les origines d'une restauration intellectuelle*. Grâce à une stimulante mais vertigi-

neuse mise en perspective – mise en abîme serait en fait le terme juste! – des filiations et des idéologies qui sous-tendent les critiques de Mai, Audier met à jour les erreurs, les manques et les mensonges méthodologiques de ces ouvrages. De la droite, Luc Ferry, à la gauche, Régis Debray, jusqu'à ceux qui sont partout et donc nulle part ailleurs que dans les ventes, Finkelkraut, Bruckner et bien sûr BHL... L'auteur ne rend grâce qu'à un seul auteur, Raymond Aron, dont il souligne la capacité d'analyse et de compréhension d'un mouvement que, bien sûr, il ne soutenait pas. Après s'être livré à la généalogie des pensées de droite et d'extrême droite, mais qui ont au moins la cohérence d'une condamnation préexistante, Audier règle son compte à l'un des livres phares de l'immédiat après-Mai, c'est-à-dire celui de Luc Ferry et d'Alain Renaut, *La Pensée 68. Essai sur l'anti-humanisme contemporain*. A la fin de son étude, Audier a parfaitement raison de souligner combien au vide conceptuel (les catégories philosophiques ne sont pas stabilisées et les objets n'en sont pas définis... à tel point que Ferry a changé son interprétation dans le temps et en fonction de l'actualité et de sa place dans celle-ci!) correspond l'absence de rigueur dans la constitution de leur corpus. Pour leur démonstration, les auteurs ont choisi les écrivains qui leur semblaient représentatifs de Mai 68, et ont éliminé ceux qui risquaient de ruiner leur interprétation. Qu'avait donc en tête l'éditeur en proposant au consommateur une nouvelle publication de *La Pensée 68*? La philosophie en objet de marchandise? L'autre emblème de la critique de Mai reste le pamphlet de Régis Debray paru en 1978 et intitulé à l'époque: *Modeste contribution aux discours et cérémonies officielles du dixième anniversaire*. Il est actuellement proposé à la vente dans une nouvelle publication dont le titre est maintenant *Mai*

68, une contre-révolution réussie. Mais il convient que personne ne s'y trompe, c'est le même livre. Mais alors que l'on pouvait – peut-être – reconnaître au Debray de l'époque qu'il prétendait défendre la République contre l'individu triomphant qu'il voyait dans Mai 68, le titre qu'il a choisi aujourd'hui signe son ralliement définitif à la restauration intellectuelle de droite dont parle Boris Gobille et Serge Audier. Alors que



Ferry critiquait l'anti-humanisme d'un Mai 68 qui ne faisait pas de place au sujet, Debray a vu dans Mai 68 le trop de place faite à l'individu au détriment de la société. Des critiques tellement symétriquement opposées que l'on peut, comme Audier, se demander si l'intérêt dans ces livres n'est pas plutôt le signifiant que le signifié. Enfin, toute personne intéressée par la problématique des droits de l'Homme retrouvera dans ce livre les traces du débat sur les droits humains entre Claude Lefort, qui continue à avoir raison, et Marcel Gauchet, qui continue à avoir tort... A l'heure où la crise systémique environnementale pose la question des droits de l'Homme comme la condition de sa tentative de résolution, cette controverse est d'une parfaite actualité.



RMI, l'état des lieux. 1988-2008

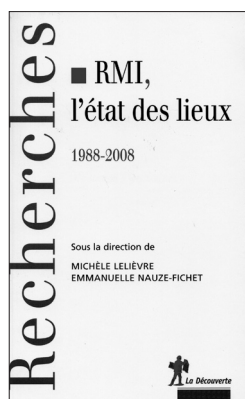
Michèle Lelièvre et Emmanuelle Nauze-Fichet (dir.)

La Découverte

2008, 288 pages, 28 euros

Attention ! Livre important. Pour le vingtième anniversaire de la création du RMI – et peut-être à l'aube de sa disparition et son remplacement par le revenu de solidarité active (RSA) –, voilà un « état des lieux » tout à fait d'actualité. Qui plus est, non seulement la lecture est passionnante, mais encore les auteurs permettent de répondre à ce qui apparaît comme la vulgate très répandue dans les milieux gouvernementaux actuels : le RMI est responsable de la création de « trappes » à inactivité qui éloignent les bénéficiaires de l'emploi. L'idée sous-jacente est que la démarche rationnelle du RMIste consiste à comparer les rendements respectifs d'un travail et de l'allocation. Si le premier est peu rémunérateur, et la deuxième trop rémunératrice, le chômage augmente, puisque les allocataires sont « désincités » à rechercher du travail. La politique de l'emploi consiste donc à contraindre à un retour sur le marché du travail. Cette incitation au travail est parachevée par le durcissement et le contrôle des refus d'emploi, et par une définition restrictive de l'emploi dit convenable.

Tout l'intérêt de ce livre est de montrer que les choses ne se passent pas ainsi. Le nombre des allocataires du RMI a doublé en vingt ans. On considère que c'est un échec. Or ce n'est pas parce qu'il est trop généreux en tant que revenu de substitution et trop laxiste en tant que système d'insertion, mais bel et bien parce que la conjoncture économique ne permet pas aux plus fragiles, aux moins formés et aux plus marginalisés de retrouver une place dans le milieu du travail. Essentiellement, le stock d'emploi disponible n'est pas suffisant, à la



fois pour les personnes qualifiées qui subissent un déclassement à l'embauche, et pour les personnes non qualifiées qui sont éjectées du marché du travail pour une supposée employabilité faible ou réduite. Le chômage est plus un phénomène de file d'attente qu'un défaut d'appariement entre une offre d'emploi existante et un travailleur potentiel disponible. Les auteurs montrent bien qu'au fur et à mesure des années, compte tenu des changements intervenus dans les conditions d'indemnisation du chômage, le RMI est devenu l'ultime filet de sécurité sociale pour ceux qui ne pouvaient plus prétendre à l'assurance chômage, puis à l'allocation de solidarité spécifique (ASS). C'est là que réside une partie de son augmentation. Une deuxième partie est due à la catégorie très importante de ceux qui n'ont jamais pu trouver de place dans l'emploi, jeunes de plus de 25 ans, femmes en premier emploi. La troisième partie est celle de ces travailleurs qui ne sont pas encore vieillissants, mais qui, ayant dépassé les 50 ans, sont considérés à tort comme moins productifs, au sortir d'un plan social ou d'une restructuration. Résultat : alors que l'on prévoyait les familles nombreuses en tant que premiers bénéficiaires, ce furent les adultes isolés qui ont été les plus nombreux. A tel point que la prévision de 500 000 bénéficiaires a été largement dépassée ! Aujourd'hui nous sommes à près de 1 300 000... Faire le reproche aux individus de ne pas avoir cherché à s'insérer en vertu de ce « I » du RMI est un mensonge : nombre de contrats d'embauche qui devaient suivre les formations dispensées n'ont jamais été signés. Pire, les contrats d'insertion n'ont eux-mêmes pas été suivis d'effets. Le comble est atteint quand il est fait état des cas de fraude au RMI (il y en a... sans doute pas à la hauteur des montants astronomiques qu'atteignent les mouvements de capitaux et les pertes

dus à d'autres types de fraudes et de délinquance sur les marchés financiers...) pour décrédibiliser auprès de l'opinion publique un système considéré comme trop coûteux. Or, comme le montre l'une des études, la pauvreté est cumulative : logement, emploi, santé, confiance sont liées et le RMI n'est, en règle générale, pas un choix. Et s'il l'est, c'est comme le temps partiel : sous contrainte. Enfin, il a beaucoup été question, en particulier lors des discussions théoriques, des « trappes » à chômage, à inactivité, à bas salaires. Or, non seulement cette théorie n'est pas exempte de critiques, mais en plus la connaissance empirique de l'attitude des RMIstes pour se sortir de cette situation anormale et la mesure des efforts qu'ils fournissent pour ce faire font justice à ces théories de la « désincitation ». Désincitation que l'on peut considérer comme la « trappe à bêtises » des économistes conservateurs pour lesquels le modèle économique préexistant est la seule chose qui compte, et qui se fichent éperdument de la description de ce qui est une réalité sociale.

Pour donner encore plus envie de lire ce livre, voici son découpage : une partie historique revenant sur les débats politiques de l'époque à la lumière de ce qu'est devenu le RMI, sans oublier la dérive néolibérale actuelle qui tend à rendre les individus responsables de leur pauvreté ; les bénéficiaires, sérieusement étudiés sous l'angle de l'indemnisation du chômage, du niveau de vie et d'existence, ce qui permet de dresser un tableau de profils et de parcours très divers ; le bilan de l'insertion et du retour à l'emploi, entre justice sociale et conjoncture économique ; la décentralisation du dispositif, censée favoriser une meilleure insertion ; l'avis des intéressés eux-mêmes, comparé à celui de l'opinion publique ; et enfin l'ouverture sur le RSA.

Dominique Guibert



Zola au Panthéon, la quatrième affaire Dreyfus

Michel Drouin

Perrin

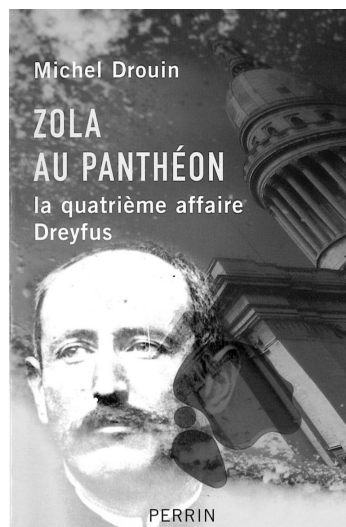
2008, 168 pages, 13,50 euros

Il y a un siècle, la dépouille d'Emile Zola était solennellement transférée du cimetière Montparnasse (où il avait été inhumé à sa mort en 1902) jusqu'au Panthéon. Cette cérémonie fut, à l'époque, l'occasion de manifestations hostiles et même d'un attentat contre Dreyfus. Le livre de Michel Drouin est le premier à relater cette panthéonisation mouvementée.

La décision de la Cour de cassation du 12 juillet 1906 qui innocentait Dreyfus est loin d'avoir mis un point final à l'Affaire. La preuve en a été donnée par l'extraordinaire et dramatique pathéonisation d'Emile Zola deux ans plus tard, votée par le Parlement en 1906, mais retardée jusqu'au 4 juin 1908 – ce qui est un cas unique dans l'histoire du Panthéon – et marquée par de furieuses réactions antisémites et xénophobes de la part des milieux nationalistes.

Michel Drouin, secrétaire de la Société internationale d'histoire de l'affaire Dreyfus (Sihad), spécialiste d'André Suarès et de Georges Clemenceau, est le premier à consacrer un livre à cet épisode, pourtant ô combien éclairant sur la persistance des haines provoquées par l'Affaire.

D'habitude, on évoque « trois affaires », entre 1894 et 1906 : une première allant de l'arrestation du capitaine à la parution de « J'accuse ! » (de décembre 1894 au 13 janvier 1898) ; une deuxième entre cette publication et le procès de Rennes (en juillet 1899) ; et une troisième depuis ce procès puis la grâce qui l'a suivi (en septembre 1899) jusqu'à l'arrêt de la Cour de cassation. Mais la campagne de haine qui s'est poursuivie contre Zola et contre Dreyfus, qui a abouti lors de cette journée à un attentat au pistolet contre



le capitaine, a incité Drouin à parler d'une « quatrième affaire Dreyfus », et à l'étudier de près.

Il raconte, avec talent, comment la cérémonie initialement prévue pour le 2 avril 1907, jour anniversaire de la naissance de Zola, choisi par sa veuve, a dû être reportée suite à une violente campagne mettant en cause la validité de la décision des Chambres. Toute la xénophobie et le racisme de Barrès se sont concentrés sur le « Vénitien », qu'il a accusé de regarder « nos mœurs » comme un « étranger en voyage ». Le quotidien *L'Action française*, lancé en mars 1908, s'est déchaîné de la même façon.

C'est dans ce contexte que Louis Grégori, un journaliste ayant collaboré à divers journaux nationalistes et qui s'occupait des questions militaires au journal anti-dreyfusard *Le Gaulois*, a tiré deux coups de feu sur Dreyfus, en le blessant. La presse raciste, aussitôt, l'a applaudi comme un héros. Mauras a feint de s'en démarquer : « Dreyfus ne mérite pas six balles mais les douze balles d'un peloton d'exécution. »

Le procès de Grégori devant la Cour d'assises de la Seine fut un triste écho de celui de Rennes. Les nationalistes s'en sont saisi comme d'une tribune et ont applaudi bruyamment le verdict d'acquiescement. Signe de ce qu'ils étaient loin de renoncer à chercher l'occasion d'une revanche...

Gilles Manceron